

FAREED YASSEEN

Secrétaire général de l'association Pugwash Irak, ancien ambassadeur de la République d'Irak aux États-Unis

Je suis heureux d'être ici parmi vous et je vous remercie pour cette invitation. Voici quelques années, à la fin de ma mission d'ambassadeur aux États-Unis, j'avais été invité à prononcer une allocution sur les perspectives pour l'Irak et les relations entre l'Irak et les États-Unis. J'avais choisi d'aborder trois sujets qui me paraissaient évidents et préoccupants, et qui étaient souvent laissés de côté : la démographie, le changement climatique et la pénurie d'eau. Aujourd'hui, de retour à Bagdad en tant qu'envoyé pour le climat, je persiste à penser que ces questions d'une importance vitale ne bénéficient pas de suffisamment d'attention.

En termes de démographie, l'Irak comptait 8 millions d'habitants dans les années 1960. Nous venons de procéder à un recensement, et notre population en augmentation constante s'élève aujourd'hui à 45 millions d'habitants, sans compter la diaspora irakienne. Nos taux de natalité sont élevés en raison non seulement de la baisse historique de la mortalité infantile, mais aussi des politiques gouvernementales. Par ailleurs, la population irakienne a changé : autrefois principalement rurale, elle est aujourd'hui majoritairement urbaine, car c'est dans les villes que se trouvent les emplois de la fonction publique, financés par les revenus pétroliers de l'Irak. Imaginez les implications en termes de productivité agricole.

Voici une autre série de chiffres couvrant la même période sur le nombre de palmiers dattiers en Irak. Lorsque j'étais enfant, on estimait généralement que nous possédions 30 à 40 millions de palmiers dattiers, ce qui faisait théoriquement de chaque Irakien le fier propriétaire de quatre ou cinq palmiers dattiers. À cause des guerres, mais aussi de la pénurie d'eau, autre sujet que je souhaite aborder, leur nombre a fini par tomber à 8 millions. La situation s'est quelque peu améliorée aujourd'hui, mais ces chiffres sont très révélateurs.

La pénurie d'eau s'explique par trois raisons principales : les barrages en amont, le changement climatique et la gestion inefficace de l'eau. Il faut s'attaquer à ces problèmes, mais même dans les meilleurs scénarios, nous devons impérativement repenser nos pratiques agricoles. C'est en Irak que l'agriculture a été inventée, mais si nous voulons qu'elle perdure, nous devons la réinventer, car nous ne pouvons plus utiliser les pratiques traditionnelles, par exemple, l'irrigation par inondation. La pénurie d'eau est aussi en partie responsable des niveaux croissants de désertification observés en Irak : nous perdons chaque année environ 250 kilomètres carrés de terres à cause de la désertification.

L'autre facteur entrant en ligne de compte est, bien entendu, le changement climatique. C'est une réalité ici aux Émirats arabes unis et, comme vous le savez sans doute, des mesures d'adaptation commencent à voir le jour. Cependant, inutile de vous rappeler le drame survenu cette année lors du pèlerinage à La Mecque, où 1 300 personnes sont mortes à cause de la

chaleur. Le changement climatique restera une préoccupation majeure pour cette région, même si le monde parvient à atteindre les objectifs fixés par l'accord de Paris, à savoir limiter l'augmentation de la température à environ 1,5 degré. Il convient de préciser que 1,5 degré est une moyenne mondiale ; dans notre partie du monde, l'augmentation sera un multiple de ce chiffre.

Les vagues de chaleur comme celles que nous avons connues à Bagdad ou dans cette partie du monde, avec plusieurs jours consécutifs de températures dépassant les 50 degrés, seront la norme et non l'exception. Ce phénomène est d'autant plus important dans des villes comme Abou Dabi et Dubaï, et dans d'autres villes situées à la périphérie du Golfe. Il convient de faire mention ici de la température au thermomètre mouillé. (Cette mesure est en quelque sorte l'équivalent pour la chaleur de l'indice de refroidissement éolien que tous les skieurs connaissent bien.) Lorsque la température au thermomètre mouillé atteint 35 degrés, il est impossible de rester à l'extérieur plus de six heures, sous peine de mourir, car le corps est alors incapable de réguler sa température. Voilà ce vers quoi nous nous dirigeons, et on commence à y porter attention. Par exemple, les compagnies pétrolières utilisent l'expression « *purple flag days* » pour identifier les jours où leurs salariés ont interdiction d'être en extérieur car leur sécurité n'est pas garantie. Ces jours-là, ces entreprises hissent un drapeau violet visible par tous leurs salariés. De même, l'OTAN en Irak a développé le concept de « *black flag days* », à savoir les jours où aucun soldat n'est envoyé en mission en extérieur, non seulement en raison de la chaleur qui met leur vie en danger, mais également parce que les hélicoptères volent moins facilement lorsque les températures sont aussi élevées. À cela s'ajoute le fait que nous pourrions même assister à une élévation du niveau de la mer sur une échelle de temps telle que la conception et l'emplacement d'infrastructures clés pourraient s'en trouver affectés. Par exemple, un grand hôpital à Bassorah, prévu pour durer plusieurs décennies, ne peut plus être construit au niveau de la mer ou à proximité, et doit être implanté sur un terrain plus sûr, à une altitude plus élevée. Ce sont des éléments que nous devons vraiment prendre en compte désormais.

Mais ce n'est pas tout. L'Irak n'est pas seulement un pays négativement impacté par le changement climatique. En tant que pays producteur de pétrole, il sera aussi négativement impacté par les mesures prises pour lutter contre le changement climatique. La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques mentionne d'ailleurs très explicitement cette situation dans son article 4.8, qui demande aux parties à la Convention de tenir compte de ces circonstances. Nous devons donc déjà nous préparer non seulement à un changement de l'environnement naturel (changement climatique), mais également à un changement de l'environnement économique (mesures contre les gaz à effet de serre, décarbonation).

Quelle est la solution, que pouvons-nous faire ?

Nous devons nous adapter, et je pense que la solution réside en partie dans un retour à nos racines, par exemple à notre architecture traditionnelle et vernaculaire. Les maisons construites par nos grands-parents étaient plus fraîches et beaucoup mieux adaptées à ce climat chaud que nos bâtiments modernes. Nous devons redonner vie à nos campagnes et, comme je l'ai dit, réinventer l'agriculture, en mettant en place des entités agricoles appropriées et en utilisant des dispositifs, des systèmes et des structures qui permettront le

développement d'une agriculture capable de fonctionner en milieu aride. D'autres intervenants pourront vous en dire plus à ce sujet, mais les technologies pour pratiquer l'agriculture en milieu aride sont parfaitement au point et largement utilisées, notamment en Australie, dans certains États des États-Unis et même en Espagne, dans notre pays d'accueil [les Émirats arabes unis] et en Arabie saoudite. Nous devons réfléchir au développement de notre économie au-delà de l'industrialisation et relancer notre agriculture selon une approche qui nous permettra de nous adapter et de devenir résilients.

Et ces efforts seront plus efficaces et plus faciles à mettre en œuvre si nous agissons ensemble. L'an dernier, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, le Premier ministre irakien a lancé un appel, avant la COP 28, aux pays du CCG et à l'Iran pour créer un groupe de négociation chargé de réfléchir aux moyens de défendre au mieux nos intérêts en tant que groupe et d'obtenir les ressources nécessaires pour nous adapter. Je pense que c'est la voie à suivre, nous devons faire ce que nous avons à faire chacun de notre côté, mais nous devons aussi travailler ensemble, main dans la main.

Adil Alzarooni, directeur général Al Zarooni Emirates Investments et de Al Bidayer Holding, fondateur de Citizens School

Merci beaucoup. Merci d'avoir mentionné la question du contrôle des taux de natalité. Ici, aux Émirats arabes unis, nous avons créé la semaine dernière un nouveau ministère, le ministère de la Famille, dont l'objectif est d'augmenter notre taux de natalité. J'ai consulté quelques chiffres : 10 % de la population mondiale a aujourd'hui plus de 65 ans et ce chiffre devrait atteindre 25 % d'ici 2080, soit dans à peine 55 ans.

Fareed Yasseen

Notre problème est tout le contraire.

Adil Alzarooni

Oui, cela a commencé dès les années 1960, mais nous allons devoir faire face à une baisse de la population mondiale. Je pense que la question principale est de savoir où les jeunes partiront s'installer plutôt que de savoir combien de bouches supplémentaires il y aura à nourrir. Ce serait un débat extrêmement intéressant. Merci beaucoup d'avoir soulevé cette question.